

Discours de Cédric Van Styvendael, maire de Villeurbanne, le 17 octobre 2024

Nous sommes réunis ce soir, au Centre culturel et de la vie associative, pour rendre hommage aux victimes du massacre du 17 octobre 1961. C'est la première fois que notre ville organise cette commémoration officielle. Nous le faisons pour l'ensemble victimes de la répression meurtrière et pour leurs familles. Nous le faisons également pour tous les villeurbannais.

C'était il y a 63 ans. La guerre faisait rage en Algérie et la perspective de l'indépendance se rapprochait depuis le référendum d'autodétermination du 8 janvier 1961.

Ce soir-là, des milliers de manifestants sont descendus dans les rues de Paris à l'appel de la Fédération de France du FLN. Ils étaient des travailleurs immigrés de toute la région parisienne, des bidonvilles de Nanterre, d'Asnières et de Gennevilliers. Ils étaient des femmes et des hommes, souvent en tenue du dimanche. Toutes et tous bravaient l'interdit du couvre-feu discriminatoire qui imposait depuis le 5 octobre aux « seuls français musulmans d'Algérie » de « s'abstenir de circuler la nuit dans les rues de Paris de 20h30 à 5h30 du matin ».

La manifestation fut réprimée sur les ordres du Préfet de Police, Maurice Papon. 7000 policiers et 24 pelotons de gendarmerie mobile étaient mobilisés ce soir-là. Des dizaines de victimes furent jetés dans la Seine depuis le Pont-neuf d'Argenteuil, depuis le Pont de Bezons, d'Asnières, depuis le Pont Saint-Michel ou le pont de la Cité. La

Seine était rouge du sang de ces « noyés par balle ». Sur le boulevard Saint-Michel et dans tout le quartier latin, de l'Opéra à la place de la République, des hommes blessés à la tête et aux bras, se réfugiaient dans les métros. Sur les trottoirs, des chaussures perdues, des flagues de sang, et de nombreux blessés gisant le trottoir.

Ce soir-là, 11 538 algériens ont été interpellés. Des bus de la RATP ont été réquisitionnés pour les transporter au palais des sports de la porte de Versailles, au stade Coubertin, au parc des expositions, tous transformés en centre de détention.

Trois jours plus tard, le 20 octobre, une autre manifestation. Celle des femmes algériennes qui réclament la libération des emprisonnés, la libération des pères, des maris, des fils. Et puis, plus rien. Un épais mur de silence et de déni.

Aujourd'hui, 17 octobre 2024, en organisant cette commémoration à Villeurbanne, nous rappelons que cet événement tragique fait partie de notre histoire collective. Et c'est parce que cette date a été si longtemps effacée de notre mémoire, en France comme en Algérie, que nous devons la regarder en face.

Que s'est-il passé depuis cette nuit-là?

Des fragments de mémoire ont été réunis par celles et ceux qui voulaient faire la lumière. Je pense à Elie Kagan, jeune photographe de 33 ans, échappé d'une rafle qui avait vu la déportation de tous les siens durant l'occupation allemande. Il fut l'un des rares photographes de cette nuit noire.

Sur une quarantaine d'images, le bain révélateur de son laboratoire a fait réapparaitre les visages et les silhouettes des victimes. Sur le quai de la station du métro Concorde, il a porté l'objectif de son appareil sur des Algériens plaqués au mur, les mains derrière la tête. En scooter, il a rejoint le Pont de Neuilly où il a photographié des Algériens que l'on faisait monter dans des bus. Il s'est rendu à Nanterre où il a vu des morts et des blessés.

Une vision d'horreur qui répond aux vers de Kateb Yacine :



« Peuple français, tu as tout vu. Oui, tout vu de tes propres yeux. Tu as vu notre sang couler. Tu as vu la police. Assommer les manifestants. Et les jeter dans la Seine ».

Ces morts n'existeront jamais dans le communiqué officiel de la Préfecture de Police qui faisait état de 2 morts le lendemain de la manifestation. La mémoire, elle, s'est transmise dans les familles. Des enfants ont cherché à comprendre, des parents ont commencé à parler.

En 1983, la marche pour l'égalité et contre le racisme, dont nous avons commémoré les 40 ans en décembre dernier à Villeurbanne, en a été un point de résurgence, reliant de manière inextricable la recherche de vérité et la demande de reconnaissance.

En octobre 1997, avant la condamnation de Maurice Papon pour complicité de crime contre l'humanité, son procès a mis en évidence l'enquête historique menée par Jean-Luc Einaudi pendant 25 années. Face à Papon, cet éducateur devenu historien, a expliqué qu'il avait dédié toute sa recherche à la mémoire de deux jeunes victimes :

- Jeannette Griff, jeune fille juive, déportée à 9 ans de Bordeaux à Drancy avant de l'être à Auschwitz en 1942.
- Fatima Bedar, une « française musulmane d'Algérie », noyée à 15 ans dans le canal de Saint-Denis en octobre 1961, retrouvée morte le 31 octobre sur la 7º écluse du canal de Saint-Denis.

Progressivement, la mémoire a gagné du terrain sur l'amnésie. En région parisienne, des dizaines de communes ont organisé des commémorations.

En 2001, pour la première fois, le maire Bertrand Delanoë a dévoilé à Paris, une plaque sur le pont Saint-Michel, à la mémoire des victimes

En 2012, pour la première fois, le Président de la République François Hollande a énoncé les faits et rendu hommage aux victimes.



En 2021, Emmanuel Macron a également déposé une gerbe au Pont de Bezon. A ses côtés, il y avait des enfants de familles du FLN, de harkis, de pieds noirs, soudés dans l'émotion au moment de jeter des roses blanches dans la Seine.

Un geste qui réunit chaque année à Lyon des associations et le Consulat Algérien, à la hauteur du pont de la Guillotière.

Un geste que les athlètes algériens ont porté aux yeux du monde lors de la cérémonie d'ouverture des Jeux Olympiques.

Un geste pour ne jamais oublier le 17 octobre et ses crimes. Cette nuit-là, la Préfecture de Police n'a pas organisé le service du maintien de l'ordre mais une « chasse à l'homme » fondée sur des critères raciaux.

Les crimes commis dans cette nuit d'octobre sont inexcusables pour la République. Aux victimes, nous devons cette justice élémentaire, celle de la mémoire et de la reconnaissance.

En dévoilant cette stèle, nous honorons les victimes, et toutes familles qui portent dans leurs liens les souffrances de ce massacre. Nous ne posons aucun acte de contrition. En regardant avec lucidité les parts d'ombres de notre histoire commune, nous faisons une place à toutes les mémoires blessées par la guerre, les exactions, et le déracinement.

En posant ces mots, nous relayons la résolution votée par la représentation nationale le 28 mars dernier qui affirme son soutien à l'approfondissement des liens mémoriels unissant le peuple français et le peuple algérien.

En nous réunissant aussi nombreuses et nombreux, nous témoignons d'une volonté commune de travailler à la réconciliation et aux liens de fraternité. Ce chemin, depuis le parc des droits de l'homme, nous l'empruntons ensemble.

Depuis 63 ans, des artistes, des intellectuels, des chercheurs et des citoyens de nos deux pays nous précèdent. Les livres qu'ils ont publiés, les films qu'ils ont réalisés et



les témoignages qu'ils ont confiés sont aussi des ponts jetés entre les deux rives de la Méditerranée.

En devenant « Capitale Française de la Culture », Villeurbanne a accueilli, avec l'Institut du Monde Arabe, l'exposition de Raymond Depardon et de Kamel Daoud, « Son œil dans ma main ». « L'œil » du photographe et de « la main » de l'écrivain ; ou de la *khamsa*, la main de fatma, symbole antique de la fertilité et de la protection contre le mauvais œil. Comme un talisman contre les *djinns* du ressentiment et des haines recuites.

Cette alliance « de l'œil » et de « la main », est celle qui nous réunit ce soir : artisans de solidarité, de culture et d'éducation, passeurs d'espoir et de tolérance. Une alliance pour que les souffrances passées puissent enfin cicatriser et que nous puissions ensemble bâtir un meilleur avenir, ils le méritent, ils l'espèrent et le rêvent, nous leur devons.

Je vous remercie.